au cours des dernières semaines, l'appui de députés créditistes avec à leur tête le député d'Abitibi (M. Laprise). Par conséquent, monsieur l'Orateur, Claude Edwards, président de l'Alliance de la fonction publique du Canada a eu raison de dire, selon le communiqué:

Nous sommes convaincus que la majoration des pensions de la fonction publique reçoit un appui ferme des députés de tous les partis de la Chambre et nous demandons au gouvernement de proposer une mesure majorant immédiatement les pensions des fonctionnaires.

Il a aussi souligné, et nous le savons tous, qu'il y a une énorme réserve de contributions d'employés dans la Caisse de retraite. Celle-ci grossit d'année en année et ces employés ne voient pas pourquoi cet argent qui figure dans les livres du moins, ne peut pas servir à leur donner un aperçu de la société juste.

La dernière fois que le premier ministre (M. Trudeau) a été amené à prononcer une phrase ou deux sur cette question c'est le 11 octobre lorsqu'il a répondu à une question du député d'Abitibi, comme en fait foi la page 1084 du *hansard*. Voilà ce qu'avait alors dit le premier ministre:

On y a répondu la semaine dernière, et j'ai moi-même déclaré que cette question était à l'étude. Au fait, il y a eu échange de correspondance entre les représentants de la Fonction publique et moi-même et je leur ai indiqué que nous n'étions pas en mesure d'accorder ces augmentations maintenant, mais que nous le considérerions dès que nous pourrions.

Je le demande au secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Gray), combien ces gens devront-ils encore attendre? Combien de fois devra-t-on encore leur dire que la question est à l'étude? Le député de Grenville-Carleton (M. Blair) doit savoir qu'il n'est pas permis d'invoquer le Règlement à cette heure tardive, mais s'il veut quand même se déclarer en faveur de la proposition je ferai inscrire son nom avec plaisir, et si d'autres députés veulent se lever pour se faire inscrire, je serai heureux d'ajouter leurs noms à la liste.

Au secrétaire parlementaire du ministre des Finances—jeune et plein d'espoir—peut-être devrais-je dire le jeune espoir du gouvernement, il vient de Windsor où l'on s'intéresse de près à la question, je dis pour l'amour du ciel ne tergiversons plus mais agissons en faveur de ces anciens employés dont la pension devrait être augmentée, comme l'a proposé à l'unanimité le comité mixte des deux Chambres le 8 mai 1967.

[M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre).]

M. H. E. Gray (secrétaire parlementaire du ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'aimerais tout d'abord remercier le toujours confiant député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) de ce que je considère d'obligeantes remarques à mon endroit. Je tiens aussi à le remercier de confirmer que l'intérêt à l'égard de ce problème particulier ne se limite pas à un seul parti politique.

C'est un problème qui en fait préoccupe les députés ministériels ainsi que leurs collègues des divers partis d'opposition. C'est une question très importante car si j'avais été l'auteur de cette affirmation, elle aurait paru intéresser aux yeux de certains. Mais comme elle émane, ce soir, du député infatigable de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) je pourrai, aujourd'hui comme à d'autres occasions partager la préoccupation des députés de tous les partis à propos de cette question particulière.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Eh bien, réglez-là.

M. Gray: Je sais que le ministre des Finances (M. Benson) aurait voulu être ici pour commenter lui-même cette grave question. Les députés savent que le budget sera présenté demain soir et qu'il met la dernière main à son très important exposé budgétaire. Pour répondre au député de Winnipeg-Nord-Centre, je dirai qu'en maintes occasions, le ministre des Finances a exprimé sa sympathie et sa compréhension à l'égard des fonctionnaires à la retraite.

A titre personnel, je regrette de ne pouvoir dire plus que la question fait présentement l'objet d'une étude minutieuse de la part du gouvernement. Je souligne toutefois que depuis 1963, le gouvernement libéral a instauré d'importantes mesures pour aider davantage les Canadiens âgés, y compris les retraités. La pension de vieillesse de base a été portée à \$75 par mois. Des mesures sont prises pour l'accorder aux personnes de 65 ans dès 1970. Un supplément de revenu garanti est entré en vigueur pour fournir \$30 par mois aux vieillards pensionnés qui n'ont pas d'autres revenus. Cela signifie que le gouvernement fédéral garantit à l'heure actuelle aux Canadiens de 65 ans et plus, y compris les retraités, \$107 par mois. A mon avis, il importe de ne pas l'oublier.

Je ne prétends pas que les pensionnés ne soient plus en butte à des problèmes financiers. Je ne prétends pas que leurs revendications et les réformes à l'administration à la